

"Personne ne peut faire un coup d'Etat" au Rwanda, selon Kagame

Source AFP Le président rwandais Paul Kagame a accusé mercredi deux officiers rwandais de haut rang, aujourd'hui en fuite, de tenter de déstabiliser le Rwanda, et a assuré que "personne ne pouvait faire un coup d'Etat" dans le pays. L'ex-patron des renseignements extérieurs, le colonel Patrick Karegeya, aujourd'hui réfugié en Afrique du Sud, circule dans les pays voisins du Rwanda, en comparant des actes de déstabilisation dans son pays d'origine, a affirmé le président Kagame, au cours d'une conférence de presse à Kigali.

Le colonel Karegeya agirait en étroite collaboration avec le général Faustin Kayumba Nyamwasa, ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise et ambassadeur en Inde, qui a fui la semaine dernière également en Afrique du Sud, selon la justice rwandaise. "Personne, pas une seule personne, ni même Kayumba, ne peut faire un coup d'Etat ici. Réfléchissez-y, vous en viendrez à la conclusion que personne ne peut faire un coup d'Etat" au Rwanda, a martelé le président Kagame. "Que les Rwandais mangent, boivent, se couchent et dorment, nous leur garantissons qu'ils se réveilleront (le lendemain) et continueront leurs activités", a assuré le chef de l'Etat pour qui "il n'y a pas de raison, pas de fondement" pour un putsch militaire. Aucun plan ne peut ébranler "la solide fondation" construite après le génocide, a encore estimé M. Kagame: "le pays continuera d'aller vite de l'avant, continuera de se développer et de croître".

Mardi, le procureur général du Rwanda, Martin Ngoga, avait accusé le général Faustin Kayumba Nyamwasa d'être responsable d'attentats visant à déstabiliser le pays, dont des attaques à la grenade qui ont fait deux morts le 19 février à Kigali. La police avait fait état de l'arrestation de trois suspects, attribuant immédiatement ces attaques "aux Interahamwe". Tous deux Tutsis anglophones issus de la diaspora ougandaise (comme le président Kagame), le colonel Karegeya et le général Faustin Kayumba Nyamwasa ont été longtemps deux personnalités clés du régime. Ils faisaient partie du cercle restreint des chefs militaires de haut rang de l'ancienne rébellion du Front patriotique rwandais (FPR, au pouvoir) qui a pris le pouvoir en 1994 au Rwanda. "Nous allons soulever cette question auprès des pays de la région" et de l'Afrique du Sud, a annoncé le président Kagame à propos des deux officiers, précisant que l'absence d'un accord d'extradition entre son pays et Pretoria ne les mettait pas à l'abri des poursuites. "Un traité d'extradition est une parmi d'autres choses qui peuvent être utilisées", a-t-il ajouté.